

Analyse RDC : un an après la chute de Goma, « la guerre semble plus certaine que la paix »

Maria Malagardis

Libération, 27 janvier 2026

Alors que le Rwanda a pour la première fois admis son appui aux rebelles implantés dans l'est du Congo, l'accord de paix imposé par Donald Trump en décembre apparaît de plus en plus fragile.



Des rebelles du M23 patrouillent à Goma, le 29 janvier. (AFP)

La déclaration a pu surprendre : jeudi à Washington, l'ambassadrice du Rwanda a, pour la première fois publiquement, admis les liens entre son pays et un groupe rebelle congolais qui occupe désormais une grande

partie de la zone frontalière à l'est de la république démocratique du Congo (RDC). Le timing est presque trop parfait : ce mardi 27 janvier, voilà justement un an que l'AFC-M23 a pris le contrôle de Goma, la capitale du Nord-Kivu, située en face du Rwanda. Depuis, ces rebelles soutenus par le Rwanda se sont emparés en février de Bukavu, capitale de la province voisine du Sud-Kivu. Et gèrent désormais un territoire de la taille de la Belgique.

Jusqu'à présent, le Rwanda avait nié toute implication dans le conflit qui affecte la région frontalière. Malgré les nombreux rapports présentés à l'ONU et les accusations de plusieurs ONG des droits de l'homme, pointant la présence de forces rwandaises au côté du M23. Créé en 2012, ce groupe armé rassemblait au départ des officiers tutsis congolais s'estimant victimes de discrimination. Désormais, il s'appuie également sur l'Alliance du fleuve Congo (AFC) constituée d'opposants, voire d'anciens caciques du régime de Kinshasa. L'objectif ouvertement revendiqué n'est plus seulement la protection de la minorité tutsie, mais la chute du pré-

sident congolais Félix Tshisekedi. On en est loin.

A Washington, l'ambassadrice du Rwanda, Mathilde Mukantabana, a réfuté jeudi dernier toute implication de son pays dans un changement de régime à Kinshasa. Et justifié le soutien rwandais aux rebelles par les menaces qui pèseraient sur la minorité tutsie congolaise, et par la hantise d'un nouveau génocide aux frontières du Rwanda, où les Tutsis avaient été exterminés en 1994. La diplomate s'exprimait ce jour-là devant la Chambre des représentants, où les élus américains examinaient l'évolution de ce lointain conflit, dans lequel Donald Trump a décidé de s'impliquer.

Dès février 2025, alors que les forces rebelles progressaient à l'est, c'est le président congolais qui le premier avait attiré l'attention de la Maison Blanche, en faisant miroiter de juteux contrats miniers pour les entreprises américaines, en échange du soutien des Etats-Unis. Les forces gouvernementales se trouvaient alors en pleine débâcle, bien qu'appuyées par des miliciens «*patriotes*» issus des innombrables groupes armés de la région, mais aussi par 20 000 soldats venus du Burundi voisin et un millier de mercenaires occidentaux. Le président américain n'apportera aucun soutien militaire mais il va tenter d'imposer la paix, attiré par les fabuleuses ressources minières dont dispose la RDC, pour l'instant exploitées essentiellement par les Chinois.

«Trump l'a certainement pris comme un camouflet»

Qui peut résister à Trump ? La peur qu'il inspire, et sa capacité de rétorsion, ont permis de contraindre, le Rwanda et la RDC à s'asseoir pour la première fois autour d'une même table afin de négocier un accord de paix, signé le 4 décembre à Washington. Au départ, il a pu décevoir la partie congolaise car, loin de condamner le Rwanda, l'accord en fait le partenaire incontournable pour exploiter puis exporter les minerais congolais. Au grand dam de Kinshasa, qui a toujours accusé son petit voisin de s'approprier les richesses de l'est.

Bien plus, un processus parallèle est alors mis en place avec l'aide du Qatar, qui va accueillir à Doha des négociations directes entre l'AFC-M23 et Kinshasa. Tordant ainsi le bras de Tshisekedi, qui avait toujours refusé tout dialogue avec ceux qu'il considère comme des «*pantins du Rwanda*».

Au départ, Kigali pouvait donc s'estimer conforté par cette *pax americana*, imposée au forceps. L'accord de paix exige certes le «*départ de toutes les forces étrangères*» présentes à l'Est. Mais Kigali voyait également reconnue la légitimité de ses «*mesures défensives*», notamment face à un autre groupe armé présent dans la région, les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). Et composé initialement des forces qui avaient perpétré le génocide des Tutsis du Rwanda en 1994. Le démantèlement des FDLR apparaît en effet comme une exigence prioritaire dans l'accord de paix, mentionnée à plusieurs reprises.

Mais le Rwanda va rapidement déchanter à son tour, alors que les combats se poursuivaient le jour même de la signature de l'accord de paix à Washington. Sans troubler l'optimisme du président américain. Jusqu'à ce que les forces rebelles s'enhardissent. Moins d'une semaine après la conclusion de cette paix imposée, l'AFC-M23 repart à l'offensive pour conquérir Uvira, dernier verrou sécuritaire encore aux mains des forces gouvernementales au Sud-Kivu. «*Trump l'a certainement pris comme un camouflet*», souligne un ancien diplomate belge, bon connaisseur de la région.

Les pressions américaines vont dès lors se faire de plus en plus insistantes pour contraindre les rebelles à se retirer de cette ville, conquise presque sans combats. De mauvaise grâce, l'AFC-M23 finit par se résoudre à un retrait total le 16 janvier. Dans sa déclaration devant la chambre des représentants jeudi, l'ambassadrice du Rwanda concédera que le retrait d'Uvira a été effectué «*avec les encouragements intenses de [son] gouvernement*». Au tour du Rwanda de se faire tordre le bras. Dans l'immédiat, le résultat sera désastreux.

Climat de surenchère militaire

Sitôt les rebelles partis, les wazalendos, miliciens «*patriotes*» alliés aux forces gouvernementales, réinvestissent la ville. Deux jours plus tard, le 18 janvier, avec le soutien

d'une partie de la population, ils se livrent à des pillages systématiques et à une chasse à l'homme visant les Banyamulengue, comme on appelle les Tutsis du Sud-Kivu. On dénombre une quinzaine de morts. Ce jour-là, près d'un millier de Banyamulenge prennent la fuite, provoquant un nouveau drame humanitaire dans une région qui compte déjà plusieurs millions de déplacés.

Mais le sort d'Uvira est peut-être aussi un mauvais signal envoyé aux belligérants. A peine revenu en ville, le gouverneur d'Uvira a confirmé cette inquiétude : «*Le chef de l'Etat m'a dit de vous annoncer que nous allons bientôt récupérer Kamanyola, Bukavu, Goma, Bunagana*», a déclaré, en évoquant les villes aux mains des rebelles, Jean-Jacques Purusi Sadiki le 23 janvier devant les caméras. Deux jours avant, des mercenaires blancs ont été filmés traversant la ville dans des camions de l'armée.

Que devient l'accord de paix dans ce climat de surenchère militaire, entre des rebelles certainement amers et un régime qui se sent galvanisé par l'échec de ses ennemis ? «*Aujourd'hui, un an après la prise de Goma, la guerre semble plus certaine que la paix*», se désole l'un des intermédiaires, côté rebelle, au sein du processus de Doha. Voilà déjà plusieurs mois que les négociations entre Kinshasa et l'AFC-M23 sont au point mort. Seuls les observateurs chargés de vérifier le cessez-le-feu, théoriquement imposé aux deux camps, se réunissent encore parfois. Ne faisant que constater des violations quotidiennes. Lesquelles risquent de s'accroître encore.